MAPPE MONDE 2/1994

«DANS TOUTES LES PARTIES DE LA RÉPUBLIQUE», L'ORIGINE GÉOGRAPHIQUE DES ÉLÈVES DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE (1914-1992)

Christian BAUDELOT*
Hervé THÉRY**

RÉSUMÉ *L'analyse du lieu de naissance des élèves entrés à l'École Normale Supérieure entre 1914 et 1992 fait apparaître que le recrutement concerne tous les départements français, mais aussi qu'au fil du temps les poids des grandes villes s'accroît et que le Nord et l'Ouest y envoient proportionnellement moins de leurs enfants que le Sud et l'Est.*

• ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE • FRANCE • GRANDES ÉCOLES • RECRUTEMENT • SCOLARISATION

ABSTRACT *It appears from the analysis of the places of birth of students admitted to the* École Normale Supérieure *from 1914 to 1992 that they came from all* départements, *but what also emerges is that large cities have become increasingly predominant and that there are comparatively fewer students from the North and West regions than from the South and the East.*

• ADMISSIONS • ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE *• FRANCE •* GRANDES ÉCOLES *• SCHOOLING*

RESUMEN *El análisis del lugar de nacimiento de los alumnos que ingresaron en la Escuela Normal Superior de 1914 a 1992 muestra que el reclutamiento corresponde a todos los departamentos franceses. Pero, al correr del tiempo, aumenta el peso de las grandes ciudades y el Norte y el Oeste envían proporcionalmente menos alumnos que el Sur y el Este.*

• ESCOLARIZACIÓN • ESCUELA NORMAL SUPERIOR • FRANCIA • «GRANDES ESCUELAS» • RECLUTAMIENTO

«La jeunesse savante et philosophe, qui aura reçu ces grandes leçons, ira les répéter à son tour dans toutes les parties de la République, d'où elle aura été appelée… Cette source de lumière si pure, si abondante… épanchée de réservoir en réservoir, se répandra d'espace en espace dans toute la France. Aux Pyrénées et aux Alpes, l'art d'enseigner sera le même qu'à Paris».

Joseph Lakanal, exposé des motifs du décret du 9 brumaire an III créant l'École Normale Supérieure.

Il serait certainement intéressant de pousser l'analyse de cette citation – dont une partie fournit le titre de cet article — à la fois pour ce qu'elle exprime de volonté d'unification du territoire national, jusqu'à ses «frontières naturelles», et de foi dans la science et dans les nouvelles institutions. On se contentera ici d'en vérifier un point: les Normaliens ont-ils bien été «appelés» de «toutes les parties de la République»?

La base de données constituée (1) pour analyser l'origine sociale des Normaliens des promotions 1919 à 1992 comporte des indications sur leur lieu de naissance: des traitements cartographiques simples permettent de tirer quelques enseignements de ces données, complémentaires des indications sur le recrutement social (2).

* Laboratoire de Sciences Sociales, École Normale Supérieure, Paris.
** CNRS-GIP RECLUS, Maison de la Géographie, Montpellier.

Les candidats reçus proviennent bien de tous les départements français: sur l'ensemble de la période, tous ont eu des reçus (minimum: les Alpes-de-Haute-Provence, 6 reçus). Pour chaque décennie complète (1920-1929 à 1980-1989) seuls quelques départements manquent à l'appel (5,3 en moyenne, tableau A). Ce ne sont jamais les mêmes: si 24 départements ont une fois ou l'autre été absents, un seul l'a été trois fois, et onze deux fois. À l'inverse, 70 départements ont eu au moins un reçu pour chacune des décennies de la période, ce qui est étonnant si l'on prend en compte la faiblesse de la population de certains d'entre eux: rares sont les systèmes qui assurent un pareil taux de couverture du territoire national.

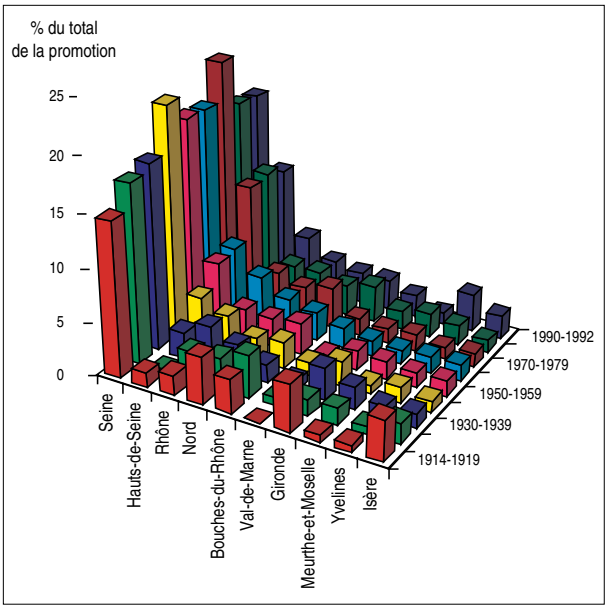
Ce *quitus* une fois donné, on doit toutefois constater que les courbes, qui retracent l'évolution du nombre des élèves entrés à l'École pour chacun des départements et à chaque période, font bien ressortir la contribution des départements dotés d'une

Départements	1920-1929	1930-1939	1940-1949	1950-1959	1960-1969	1970-1979	1980-1989	Total
Haute-Savoie	•							1
Ariège	•					•		2
Territoire de Belfort	•							1
Meuse		•	•					2
Nièvre		•						1
Moselle		•						1
Cantal		•	•					2
Creuse		•	•					2
Ardèche		•						1
Haute-Marne		•						1
Tarn-et-Garonne		•	•	•				3
Manche			•					1
Mayenne			•					1
Haute-Saône					•			1
Lot			•	•				2
Landes			•			•		2
Hautes-Alpes			•	•				2
Alpes-de-Haute-Prov.			•			•		2
Aube				•		•		2
Hautes-Pyrénées					•			1
Lozère				•			•	2
Orne				•				1
Gers				•			•	2
Essonne					•			1
Total	**3**	**8**	**10**	**7**	**3**	**4**	**2**	**37**

A. Les départements sans aucun reçu, 1920-1989

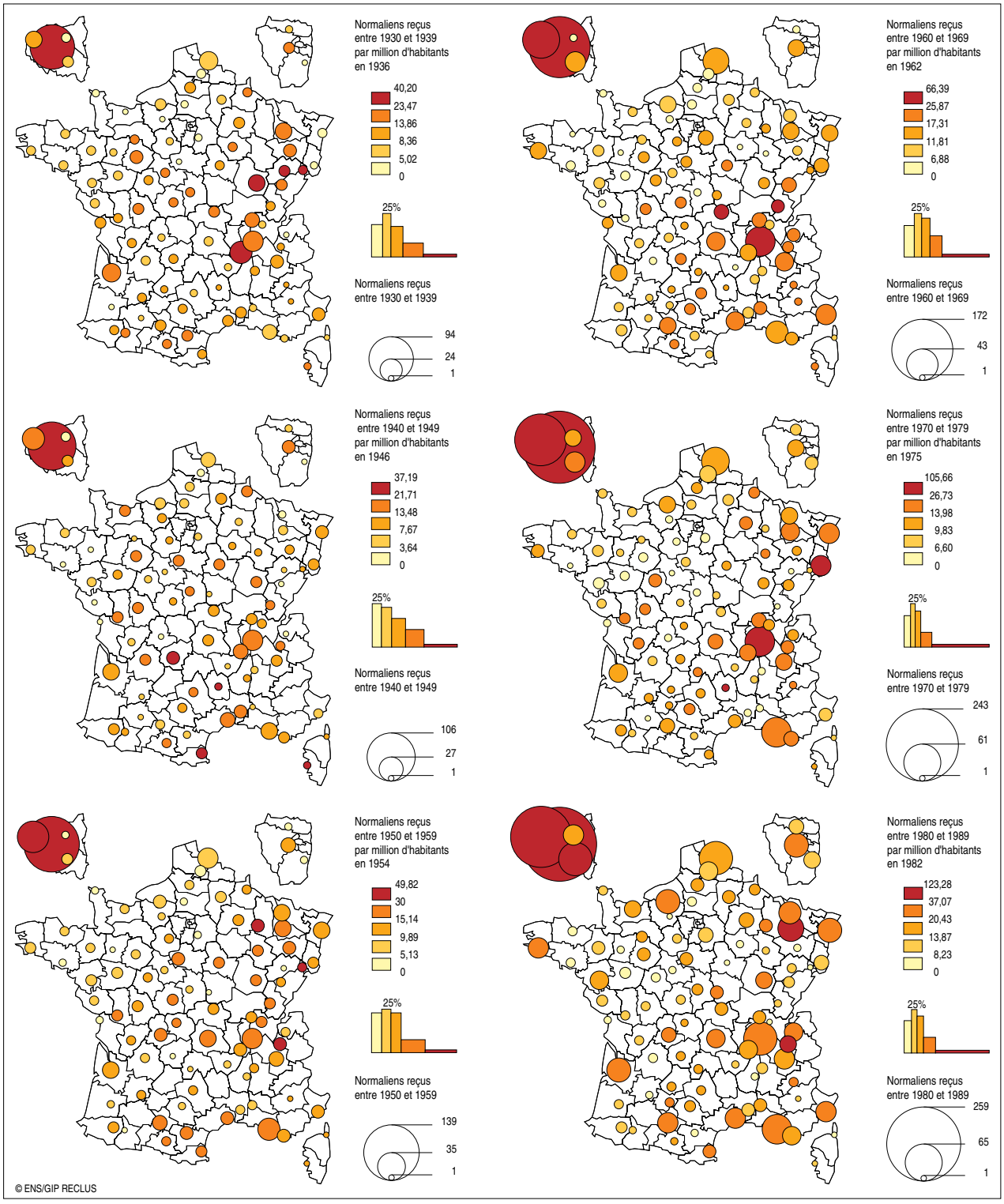
grande ville: ils sont les seuls à émerger du «bruit» causé par la foule de ceux qui apportent moins de 2% du total. C'est pourquoi la figure 1 analyse de plus près le cas des dix principaux départements (en pourcentage du total de chaque promotion, pour chaque décennie). Elle confirme la prédominance parisienne — il faut ajouter à Paris les Hauts-de-Seine, les Yvelines et le Val-de-Marne (3) — et celle des grandes villes de province. Des fluctuations apparaissent, comme les «pics» de Paris dans les années 1940 et 1970, celui du Rhône dans les années 1960, ou celui des Bouches-du-Rhône dans les années 1970, dont il est difficile de rendre compte dans le détail: le succès de certaines classes préparatoires, lui-même lié au rassemblement d'une bonne équipe de professeurs, peut en expliquer une partie.

Si l'on construit des cartes où des cercles sont proportionnels aux effectifs de candidats reçus dans chaque département et pour chaque décennie (fig. 2 et 3, cercles centrés sur la ville-préfecture) on y voit se confirmer, au fil du temps, cette prédominance: le poids de Paris, mais aussi de Lyon, de Marseille, de Lille, de Nancy et de Metz (sauf pour la décennie 1940-1949) s'accroît visiblement. Colorer ces cercles en fonction des taux de réussite de chaque département (nombre de candidats reçus pour un million d'habitants (4), à la date du recensement réalisé dans la décennie) permet de voir si cette distribution est ou non proche de celle de la population française. Si les situations varient légèrement d'une décennie à l'autre, il apparaît toutefois des images sensiblement différentes de celles que faisaient naître les effectifs bruts. Toutes montrent (mais plus particulièrement celles des années 1950) que le Nord-Ouest, de la Loire au Nord a de faibles taux de réussite, alors que ceux du Sud-Est sont élevés (notamment dans les années 1960 et 1980), tandis que le Nord-Est passe par des hauts (années 1930, 1970 et 1980) et des bas (années 1960). On peut remarquer les situations singulières du Nord (effectifs importants mais faibles dans une population totale nombreuse) ou de la région parisienne (effectifs et taux de réussite élevés).



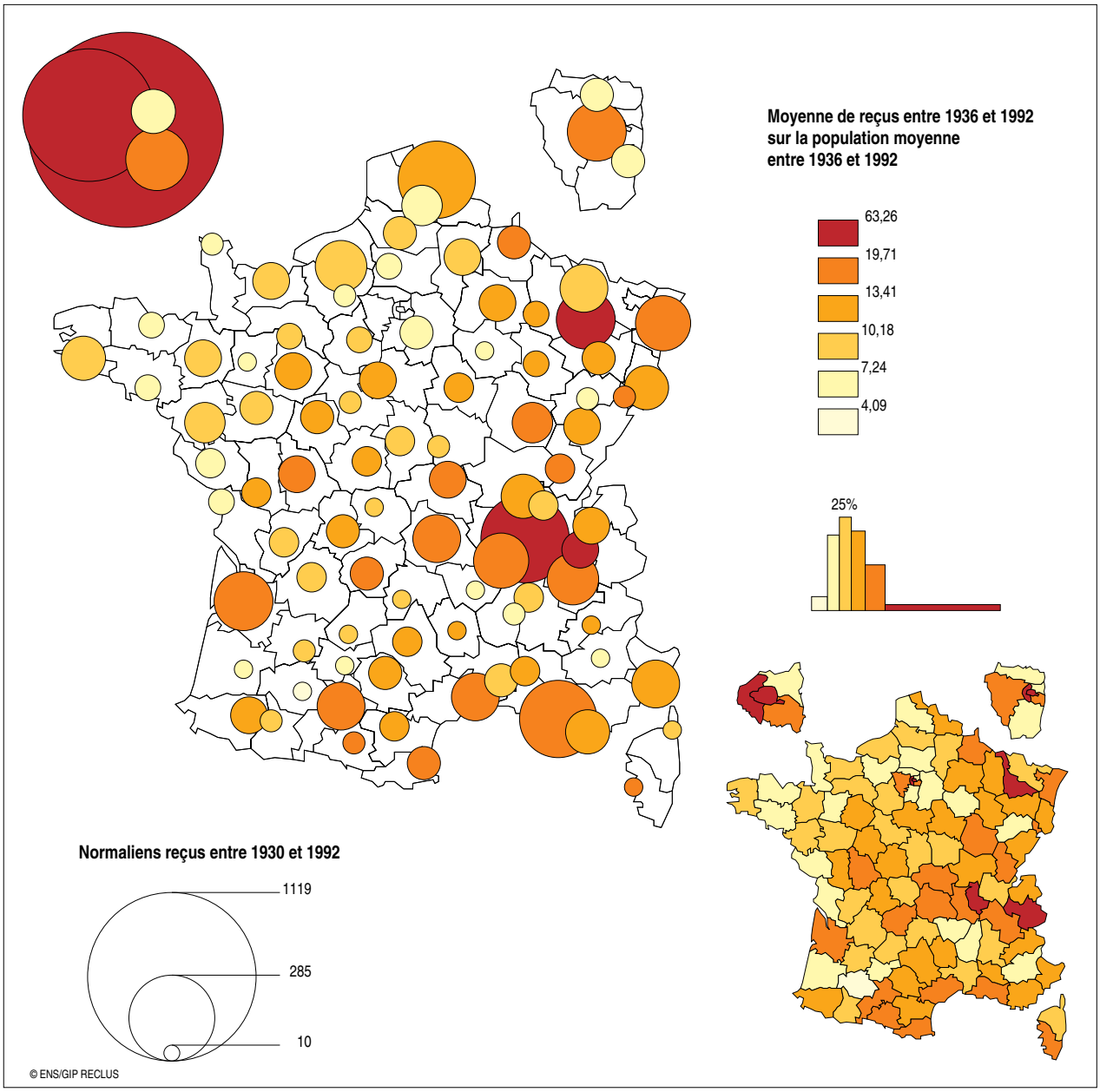
1. Les dix premiers départements

Au total il apparaît sur ces cartes, et plus encore sur la figure 3 (qui totalise les promotions allant de 1930 à 1992 et les rapporte à la population moyenne des départements entre 1936 et 1990), une nette différence entre trois ensembles, Paris et la petite couronne d'une part, et les moitiés sud-est et nord-ouest du territoire national d'autre part (séparées par une ligne nord-est/sud-ouest, allant *grosso modo* de Charleville à Pau). L'Ouest et le Nord (Paris excepté) sont nettement moins représentés dans les promotions entrant à l'École Normale Supérieure que ne laisserait attendre leur poids dans la population d'ensemble du pays. Le Sud-Est (auquel il faut ajouter la Gironde et la Vienne, sans nul doute en raison du poids de Bordeaux et de Poitiers) a en revanche un poids plus que proportionnel dans les promotions qui se sont succédées à l'École. Il y a là une opposition nette, que masquait la vieille distinction Paris-province, et dont l'explication est délicate. Elle est partiellement à mettre en rapport avec la situation des grandes villes, plus nombreuses sur l'axe Paris-Lyon-Marseille et à l'est de celui-ci que dans l'Ouest. Elle a certainement aussi beaucoup à voir avec les taux de scolarisation et la durée des études, traditionnellement plus longue dans le Midi et à Paris que dans le Nord et l'Est: dans le Midi les études longues faisaient traditionnellement partie, au XIXe siècle et au-delà, des stratégies de promotion sociale dans l'appareil d'État.



2. Effectifs et proportion de Normaliens dans la population des années 1930 aux années 1980

Ces corrélations partielles laissent toutefois dans l'ombre les réussites de l'Est, moins constantes que celles du Sud-Est, mais qui tendent à se renforcer et à s'élargir: peut-on y voir, pour les années 1980, la trace de la modification des comportements de



3. Effectifs et proportion de Normaliens dans la population de 1936 à 1992

ces régions, où les jeunes faisaient naguère encore des scolarités courtes et plutôt techniques, avant que la crise industrielle n'amène un retournement de tendance et un net allongement des études? Cela resterait à établir, mais il est d'ores et déjà évident que la distribution des lieux de naissance des Normaliens, autant que par la volonté d'intégration nationale (qui était bien marquée dans le projet initial de l'an III et dont les résultats ont été spectaculaires) s'explique désormais par les dynamiques de la population et du territoire national, tout comme sa composition sociale évolue avec la société où elle recrute: l'ENS est bien dans son siècle, qui songerait à s'en plaindre ou à s'en étonner?

(1) La base a été constituée lors d'un séminaire-atelier du Département des Sciences Sociales de l'Ens, tenu en 1992-1993, consacré à l'Histoire sociale des Normaliens et dirigé par F. Matonti et Ch. Baudelot.

(2) «Le recrutement social des normaliens, 1914-1992», Christian Baudelot et Frédérique Matonti. (à paraître)

(3) Lors du recueil des données pour les années antérieures à la création de ces départements les candidats nés dans les départements de la Seine et de la Seine-et-Oise ont été répartis selonp leur lieu de naissance.

(4) Le choix de la population totale du département au dénominateur a été fait par prudence, faute de données fiables sur les tranches d'âges ou les catégories sociales pour les recensements plus anciens et aussi pour éviter de ne trouver dans certains cas que des effectifs trop petits.